

## Résumé de l'étude de l'OCDE sur

### L'économie tunisienne

L'Organisation de Coopération et de Développement Economique ( OCDE)<sup>1</sup> vient d'élaborer, pour la première fois, une étude exhaustive sur l'économie tunisienne en mars 2018, comportant une évaluation de la situation économique, financière et sociale et un certain nombre de recommandations pour rétablir les équilibres macroéconomiques et remettre la Tunisie sur un chemin de croissance inclusive et forte.

#### I. Evaluation de la situation économique

Le tableau brossé, sur la base d'un certain nombre d'indicateurs socio-économiques, mérite de faire l'objet d'une étude approfondie, étant donné la richesse des analyses et la pertinence des comparaisons avec les pays de l'OCDE. Il révèle, en se limitant aux données synthétiques les plus significatives, ce qui suit :

- ▮ Un fléchissement de la croissance du PIB ( +1.7 pourcent par an sur la période 2011-16 contre +4.7 pourcent par an sur la période 2006-10 ) imputable à hauteur de 1 point à la situation en Libye qui a entraîné une baisse des exportations et le retour de 70 000 tunisiens et à hauteur de 0.9 point au recul des activités minières et des recettes du tourisme, en relation avec la détérioration du climat social et les attaques terroristes.
- ▮ Une accélération du ralentissement de l'investissement des entreprises : Le taux d'investissement a baissé de 1.8 point du PIB entre 2000 - 10 (de 14 pourcent du PIB à 12.2 pourcent) et de 3.4 points entre 2010- 16 (de 12.2 à 8.8 pourcent du PIB) en relation avec la détérioration du climat des affaires et le recul des investissements des entreprises publiques en raison des difficultés financières auxquelles elles ont été confrontées.
- ▮ Un taux de chômage élevé (15.6 pourcent de la population active contre une moyenne de 6.3 pourcent en moyenne pour les pays de l'OCDE) spécialement chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ( 30.5 pourcent en 2016) malgré la tendance à la baisse du taux d'emploi<sup>2</sup> depuis 2014 pour atteindre 40 pourcent environ contre plus de 66 pourcent en moyenne pour les pays de l'OCDE.
- ▮ Des salaires réels augmentant plus vite que la productivité particulièrement dans le secteur public. l'indice de productivité du travail par rapport aux salaires réels baisse de 3

<sup>1</sup> Organisation internationale d'études économiques, jouant essentiellement un rôle d'assemblée consultative, dont les pays membres, au nombre de 35, sont des pays développés pour la plupart ayant en commun une économie de marché

<sup>2</sup> défini comme le nombre d'actifs divisés par la population en âge de travailler,

points entre 2010 et 2017 pour l'ensemble de l'économie. La baisse est plus accentuée pour l'administration (de 8 points) et surtout pour les industries non manufacturières (baisse de 22 points) compte tenu des importants reculs de la production dans les phosphates et les hydrocarbures ; ce qui a eu pour effet une forte dépréciation du dinar (baisse de 50 pourcent au niveau de la parité dinar/euro entre 2010 et 2017) et une accentuation de la tendance haussière de l'inflation.

- Une détérioration des équilibres financiers fondamentaux : Le déficit budgétaire s'accroît passant de 1 pourcent du PIB en 2010 à 6.1 pourcent en 2016, entraînant dans son sillage une forte aggravation de la dette publique (de 41 pourcent du PIB à 61.9 pourcent en 2016). Le déficit courant de la balance des paiements se dégrade, de son côté, sous l'effet de la forte poussée des importations et le fléchissement des recettes touristiques ; son taux par rapport au PIB passe de 3.1 pourcent entre 2006 et 2010 à 9.1 pourcent entre 2013 et 2017, ce qui a pour effet une aggravation de la dette extérieure.

## II. Les principaux messages dégagés par l'étude économique de l'OCDE

Trois messages fondamentaux ressortent de l'analyse approfondie de l'économie tunisienne. Les paragraphes qui les synthétisent au mieux sont les suivants :

1. **« Pour remettre la dette publique sur une trajectoire soutenable, il faut associer un assainissement budgétaire graduel à des réformes structurelles susceptibles de soutenir la croissance. Le taux de prélèvement obligatoire étant déjà élevé, l'assainissement doit jouer sur le volume des dépenses publiques et s'inscrire dans une perspective de moyen terme. La justice fiscale doit être renforcée et le biais des subventions en faveur des ménages riches doit être corrigé. La gouvernance des entreprises publiques doit être renforcée et leurs performances financières nettement améliorées ».**
2. **« Pour relancer l'activité économique et créer des emplois, il faut accélérer le rythme des réformes structurelles. La priorité devra être donnée à l'amélioration du climat des affaires dont les gains seront plus facilement réalisables que ceux de la modernisation du Code du travail. Il s'agit de lever les contraintes réglementaires, administratives et de financement que rencontrent les entreprises et d'appliquer des règles du jeu équitables entre entreprises publiques et privées. L'ouverture à la concurrence devra aussi permettre de réduire les rentes de situation et d'accélérer la diffusion des nouvelles technologies. De meilleures performances logistiques et la facilitation du commerce extérieur devraient permettre d'attirer plus d'investissement étranger et de progresser davantage dans les chaînes de valeur mondiales. La prévisibilité de la réglementation, y compris fiscale, est aussi importante pour les investisseurs ».**
3. **« La création d'emplois et le développement régional sont les facteurs les plus importants pour rendre la croissance plus inclusive. Pour permettre la baisse du**

*chômage et la création d'emplois de qualité, les cotisations sociales pesant sur le travail salarié devraient être allégées. Des politiques visant à favoriser la participation sur le marché du travail et l'emploi des femmes, et à mieux les orienter vers des formations propices à l'emploi, devraient être mises en œuvre. Une nouvelle politique de développement régional, valorisant les atouts spécifiques de chaque région, est nécessaire, notamment par la mise en place de conditions propices aux affaires permettant d'attirer les investisseurs. Des mesures favorisant la mobilité des travailleurs, comme l'amélioration des infrastructures et des transports publics dans les régions isolées, sont également nécessaires*

### III. Conclusion

Réellement, l'étude de l'OCDE revêt une importance particulière et mérite une attention appuyée. Au-delà des données relatives à l'économie tunisienne puisées auprès des sources officielles tunisiennes ou auprès des institutions internationales, l'étude comporte des analyses significatives par référence notamment aux performances des pays concurrents et des pays membres de l'OCDE ; ce qui permet d'apprécier de façon relative les forces et les faiblesses de l'économie tunisienne, d'explicitier les enjeux fondamentaux qui se posent et de dégager les orientations pour y faire face.

Voici, ce que l'on retiendra finalement d'une lecture attentive de l'étude économique élaborée par l'OCDE :

▮ Pratiquement, la plupart des pays qui ont connu une transition politique majeure ont été confrontés à des difficultés sur les plans économique et social comme l'Espagne, la Pologne et le Portugal. Le ralentissement économique enregistré par la Tunisie, après 2010, y est même moins sévère.

▮ Le rééquilibrage des moteurs de la croissance doit se faire en inscrivant l'assainissement des finances publiques sur un horizon de moyen terme, à travers la maîtrise graduelle des dépenses publiques tout en engageant simultanément des réformes structurelles d'envergure impulsant les activités du secteur privé.

▮ La reprise de l'investissement des entreprises est essentielle pour la relance du processus de convergence et l'accélération des créations d'emploi de qualité est impérative pour réduire les disparités de niveau de vie.

**Forum Ibn Khaldoun le 03/04/2018**

[Document de base à télécharger](#)